

'LE PROBLEME DE L'EMPIRE'

IX

Indépendance ou association impériale ? — M. Lemieux 'autonomiste' — Les Quality Niggers de l'Empire — Agents de dénationalisation

Entre l'indépendance et l'association impériale — seules "alternatives réelles" — de quel côté penchera la majorité des Canadiens? C'est encore assez difficile à dire. Des facteurs puissants agissent dans les deux sens; et, comme toujours, les plus apparents ne sont peut-être pas les plus effectifs, ni ceux qui l'emporteront, à la longue.

Pour nous, notre choix est fait depuis longtemps.

Nous aurions préféré, je l'avoue, voir l'alternative se poser moins brusquement. Mais ce n'est assurément pas nous qui sommes responsables de la tournure que les événements ont prise. Nous n'avons pas provoqué la guerre; nous n'avons pas conspiré avec les rouges, les bleus, les nationalistes vendus et les théologiens impérialistes, pour donner à la participation du Canada le caractère d'intensité qu'elle a prise et en faire l'irréversible révolution dont il faut sortir aujourd'hui.

Puisque le choix s'impose, nous optons pour l'indépendance. C'est la solution "la plus simple", la plus conforme à la tradition britannique et à la tradition nationale. Elle reste, à nos yeux, "l'aboutissement nécessaire" — *the necessary goal* — du self-government. Avec Mgr Laflèche, nous trouvons que la constitution actuelle n'avait d'autre objet que de préparer le Canada "à devenir un grand Etat prospère et libre". Avec Mgr Charles Larocque, nous croyons que le Canada est appelé "à prendre tôt ou tard son rang parmi les nations de la terre"¹. Avec Blake et Laurier (autrefois), avec Mercier et Lemieux (jadis), — *si parva magnis componere licet* — nous trouvons que l'indépendance est, pour tout peuple, le seul idéal inspirateur, fécond et pratique. Sans nous cacher les inconvénients et les dangers de la liberté nationale, nous croyons qu'elle en présente moins que tout autre état nouveau².

Nous nous arrangerions volontiers du genre et du degré d'indépendance que sir John Macdonald voulait dès 1865 et que M. Ewart a préconisé depuis: l'indépendance absolue, sous l'autorité nominale du roi d'Angleterre qui serait, en même temps, roi du Canada. Mais l'insatiable cupidité anglaise a, selon toute apparence, rendu cette solution impraticable. L'énorme prépondérance des intérêts impériaux permettrait-elle, aujourd'hui, le dédoublement de l'autorité, même fictive, du souverain? Sur ce point, la démonstration négative de M. Curtis paraît irréfutable.

Si toutefois la majorité des Canadiens ne veut pas de l'indépendance, refusera-t-elle de remplacer la livrée de servitude par un droit d'association? La solution préconisée par M. Curtis est assurément préférable à l'abjecte et anarchique situation du moment. De toutes façons, envisagée sous tous ses angles, elle serait moins désastreuse que la condition faite au Canada par l'union sacrée de nos deux grands partis³.

L'autre jour, à Maisonneuve, le principal lieutenant québécois de sir Wilfrid Laurier, M. Rodolphe Lemieux, a pris son trombone le plus sonore pour sonner la charge contre les projets ténébreux des impérialistes. Naturellement, il a chanté la vieille antienne du parti libéral, gardien vigilant de l'autonomie du Canada.

"Nous ne voulons pas d'une contribution de quarante millions votée à Londres", s'est-il écrié dans un beau mouvement de pectus et de toupet. Seulement, il a négligé de dire qu'avec son chef et tout son parti, il a voté des centaines de millions pour le soutien d'une guerre déclarée à Londres sans le consentement du Canada et conduite de Londres sans la coopération du gouvernement canadien. Il a également omis d'ajouter qu'en tout ce qui concerne le Canada, la guerre se règlera à Londres, hors la connaissance des Canadiens.

Le plaidoyer 'autonomiste' de M. Lemieux vaut tout juste la vertueuse dénonciation du militarisme par sir Wilfrid Laurier, après avoir tout fait, depuis sept ans, pour amener le Canada à la crise aiguë de militarisme où il se débat aujourd'hui. C'est le procédé du bonhomme qui met le cadenas sur la porte de l'écurie, après avoir aidé le voleur à s'emparer du cheval.

La question n'est pas de savoir où sont votées les contributions de guerre du Canada, mais à quoi elles servent et qui les vote et les administre. M. Laurier et M. Lemieux ont voté 'librement', d'accord avec M. Borden et M. Foster, avec Sam Hughes et Bob Rogers, tous les millions dont l'Angleterre a besoin. Avec leurs adversaires torys et impérialistes, ils ont "hypothéqué le sang de la nation canadienne jusqu'à concurrence de cinq cent mille hommes", au profit de l'Empire pour lequel, disait naguère le même M. Lemieux, il fait si bon "vivre et mourir" — par procuration. Mais une fois les millions votés à Ottawa, et la chair à canon (style libéral de 1896) livrée à l'Angleterre, M. Lemieux trouve bon que ses amis Asquith et Lloyd George, associés aux amis de M. Borden, Bonar Law et Lansdowne, en fassent des choux et des raves, et même qu'ils laissent massacrer nos soldats, grâce à l'incompétence des officiers anglais.

Nous ne partageons pas cet avis. S'il nous faut absolument "vivre" dans l'Empire et "mourir" pour l'Empire, nous préférons que notre argent soit voté à Londres, dans un parlement vraiment impérial, où nous aurons le droit de demander des comptes, plutôt que de laisser nos eunuques d'Ottawa, bleus et rouges, livrer notre sang et notre argent à un gouvernement étranger qui ne rend ses comptes qu'aux électeurs de Londres ou de Glasgow, du Yorkshire ou des Midlothians. Si nous avons 'l'obligation morale' de nous saigner aux quatre membres pour assurer le triomphe de la démocratie en Serbie et aider les Cosaques de notre Petit Père le Tsar à faire régner la "liberté" et la "civilisation supérieure" d'Arkangel à Constantinople, de Lemberg à Vladivostok, nous voulons du moins avoir l'avantage d'interroger, par nos représentants, le ministre des Affaires étrangères qui parlera en notre nom dans le Congrès de la paix; nous réclamons le privilège de l'approuver ou de le blâmer par nos votes, — sanction essentiellement britannique — selon qu'il accomplira ou trahira la cause "sacrée" pour laquelle M. Lemieux, M. Blondin, M. Patenaude, M. Rainville, tout en ménageant soigneusement leur peau, adjurent leurs compatriotes de verser "librement" leur sang.

La guerre finie, tous les peuples d'Europe, sans exception, pourront demander des comptes à leurs gouvernants. Seuls les Canadiens, Australiens et autres "libres" citoyens des 'nations-soeurs' ne pourront rien demander à leurs représentants. S'ils s'avisent de le faire, leurs chefs politiques d'alors, M. Borden ou M. Laurier, M. Doherty ou M. Lemieux, leur répondront avec raison que tout ce qui touche à la conduite de la guerre et aux conditions de la paix relève exclusivement du gouvernement britannique et que ce gouvernement n'est comptable de ses actes qu'aux électeurs du Royaume-Uni.

En pays britannique, il n'y a pas de liberté sans contrôle, il n'y a pas de "libre" contribution de guerre, en hommes ou en argent, à moins que le paiement de cette contribution ne soit précédé, accompagné et suivi du droit de représentation et du pouvoir, qui en résulte, de contrôler tout ce qui touche à la guerre et à la paix.

Le genre de "liberté" que M. Lemieux glorifie et veut conserver à ses compatriotes, c'est la servitude volontaire, plus abjecte, parce que volontaire, que l'esclavage imposé par la force brutale. C'est le concept de "liberté" des quality niggers de Virgile. Attachés à leurs maîtres par

¹ Ces deux citations sont extraites des mandements de ces vénérables prélats sur la Confédération.

² Je me suis expliqué là-dessus dans l'une de mes conférences de l'hiver dernier, réunies en volume sous le titre *Hier, Aujourd'hui, Demain*.

³ Sur ce point, je me suis également expliqué dans l'ouvrage mentionné plus haut: *Hier, Aujourd'hui, Demain*.

une abondante provende, ces domestiques de choix combattirent volontairement dans les rangs de l'armée esclavagiste. La proclamation d'affranchissement de Lincoln les consterna, parce qu'ils, rompant leurs chaînes, elle les forçait à gagner leur vie et à exercer leurs responsabilités d'êtres humains.

De cette servitude volontaire, nous ne voulons point.

A tout autre sort, nous préférons l'indépendance nationale, la neutralité et la paix. Mais s'il faut porter l'uniforme de guerre et aider l'Angleterre à faire la police du monde, nous préférons que ce soit à titre d'associés responsables, plutôt que sous la livrée domestique, dût-il nous en coûter plus pour coopérer que pour servir.

Est-ce à dire que nous sommes prêts à accepter d'emblée et dans tous ses détails le projet d'association suggéré par M. Curtis? Loin de là.

Lorsque viendra l'heure prochaine de la décision, nous commencerons par réclamer l'indépendance du Canada; et si les arguments venaient à nous manquer, nous n'aurions pas de peine à nous ravitailler dans le vieux stock de M. Laurier et de M. Lemieux. Mais si — comme tout le fait prévoir — la majorité des Canadiens ne veut pas de la vraie liberté et se dérobe au plein exercice du devoir national, nous nous rabattons sur l'alternative: nous réclamerons la participation réelle, efficace et complète au gouvernement de l'Empire dont nous portons aujourd'hui les plus lourdes charges, grâce à la touchante confraternité de M. Borden et de M. Laurier, de M. Lemieux et de Bob Rogers.

Naturellement, nous discuterons les conditions de l'alliance. A la répartition des charges — toute spéculative, du reste — suggérée par M. Curtis, nous opposerons les objections déjà esquissées dans cette étude. Et surtout, nous réclamerons l'application du principe de l'alliance à tous les pays d'Empire susceptibles d'en profiter — à l'Inde, par exemple.

Convaincu que l'association impériale ne peut et ne doit être que le prélude de l'indépendance, je voudrais voir le plus grand nombre possible de forces disjonctives entrer dans l'association. Je l'ai déclaré à M. Hawkes¹: le principal motif qui me fait désirer l'association impériale, c'est qu'elle promet d'être l'agent le plus puissant de la dissolution de ce trust monstrueux qui s'appelle l'Empire britannique. La présence des Indous dans les conseils de l'Empire alderait prodigieusement à produire cette réaction salutaire — salutaire pour le monde et salutaire pour les pays britanniques eux-mêmes. En attendant cette fin hautement désirable, le contact des représentants de l'Inde contribuerait à rendre quelque vigueur à nos éunuques politiques, à réveiller en eux le sentiment de la dignité nationale.

* * *

En dehors de ces deux alternatives — indépendance ou association impériale — il n'y a pas, on ne saurait trop le répéter, d'autre solution pour l'ensemble des colonies autonomes. Pour le Canada, cependant, il en est une troisième, que suggère sa situation géographique: l'union avec les Etats-Unis. De celle-là, personne ne veut, apparemment. Trois catégories de Canadiens travaillent pourtant à la faire mûrir plus rapidement que les deux autres. Ce sont, d'abord, les imbéciles fanatiques qui s'efforcent d'angliciser et, par conséquent, d'américaniser tous les éléments non-britanniques du Canada. Ce sont, ensuite, les politiciens genre Lemieux qui croient que le Canada va se complaire indéfiniment dans l'état d'abjecte sujétion qui leur apparaît, à eux, comme le suprême idéal national. Ce sont, en troisième lieu, les théologiens impérialistes et leurs adeptes qui s'efforcent d'étouffer toute aspiration vers un état légitime et normal d'indépendance. Si ces derniers, heureusement peu nombreux, réussissaient à maintenir chez les Canadiens français cette mentalité et ce tempérament de chiens couchants qui leur paraissent être le propre des bons sujets, ce n'est pas l'Angleterre qui en profiterait mais les Etats-Unis². A force de s'entendre dire qu'il leur faut un maître étranger, les bons Canadiens-français finiront par se tourner du côté d'un maître qui leur coûtera moins cher que le maître actuel, dût-il leur en cuire, comme aux grenouilles de la fable.

Notre attachement à la tradition nationale nous a valu la haine de ces trois catégories d'agents de dénationalisation. Nous en sommes heureux. C'est un signe certain que nous avons fait quelque chose pour le bien de notre pays. Sans nous préoccuper des nouvelles récriminations qui pourront venir des mêmes quartiers, ou d'ailleurs, nous continuerons à affirmer que le devoir du Canada, comme celui de toutes les nations à qui Dieu a donné l'existence, est de marcher de l'avant et non de croupir dans le fossé.

Henri BOURASSA.

¹ *Canadian Nationalism and the War.*

² C'est la pensée qu'exprimait un vénérable évêque de la province, au temps où l'*Action Sociale* laissait batifoler chez elle les champions du Droit naturel et du torysme.